

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2021/22

Coralie Ambroise-Castérot

Droit pénal des affaires

2^e

Cours intégral
et synthétique



Outils
pédagogiques



Coralie Ambroise-Castérot

est agrégée des Facultés de droit et Professeur à l'université de Nice Côte d'Azur.

Du même auteur, chez le même éditeur

Collection « Mémentos »

– *Droit pénal spécial*, 3^e éd. 2021-2022.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2021, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-13360-9
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2021/22

Coralie Ambroise-Castérot

Droit pénal des affaires

2^e

Cours intégral
et synthétique



Outils
pédagogiques



 *Gualino*

un savoir-faire de

Lextenso

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Présentation

Définir le droit pénal des affaires relève de la gageure, tant ses contours semblent flous et mouvants. Très schématiquement, on peut dire qu'il représente la partie du droit pénal spécial qui concerne le monde des « affaires ». Mais ce monde-là, quel est-il ? La matière pénale s'attaquant à presque tous les pans du droit, le champ du droit pénal des affaires peut s'appliquer au droit commercial, au droit bancaire, au droit monétaire et financier, au droit de la consommation, au droit électoral, etc., et il pourrait même s'appliquer au droit du travail, si cette branche du droit pénal n'avait pas petit à petit commencé à acquérir son autonomie. À cette première esquisse de définition, encore faut-il ajouter tout le pan du droit pénal spécial « classique », celui du Code pénal, qui appartient aux deux champs : ainsi, une grande partie du droit pénal des biens (livre III du Code pénal), ainsi que de nombreuses infractions appartenant au livre IV (infractions contre la nation, l'État et la paix publique), relèvent également de l'étude du droit pénal des affaires.

Quant aux infractions étudiées, là encore, leur nombre peut varier de manière élastique. Les différents codes, tels que le Code de commerce, le Code monétaire et financier ou encore, par exemple, le Code de la consommation, contiennent de très nombreux délits (et quelques contraventions), mais dont l'intérêt varie en fonction des infractions. Certaines représentent l'armature de la matière (telles que l'abus de biens sociaux, la banqueroute, le délit d'initié, la fraude fiscale ou encore les pratiques commerciales trompeuses, entre autres exemples), tandis que d'autres ne font l'objet que de très peu de jurisprudence et de peu d'études, et surtout ne sont jamais au cœur d'aucun programme universitaire, examen ou concours national. Il était donc impératif de réaliser un tri et de centrer cet ouvrage sur le cœur fondamental du droit pénal des affaires, en se concentrant sur huit domaines ; les trois premiers regroupent des délits contenus dans le Code

pénal – les infractions contre les biens (partie 1), celles contre la probité (partie 2), et les atteintes à la confiance publique (partie 3) –, tandis que les cinq autres relèvent d'autres codes : droit pénal des sociétés (partie 4), droit des entreprises en difficulté (partie 5), droit pénal de la consommation (partie 6), droit bancaire (partie 7) et droit pénal fiscal et financier (partie 8).

Plan de cours

Présentation

5

PARTIE 1 Les infractions contre les biens

Chapitre 1 Le vol

25

1 Les éléments constitutifs du vol	25
<i>A - L'élément matériel du vol</i>	25
1) Une chose	25
2) L'appartenance à autrui	26
<i>a) La res propria ou l'appartenance à autrui</i>	26
<i>b) Les res nullius ou les choses sans maître</i>	28
<i>c) Les res derelictae ou les choses abandonnées</i>	28
3) La soustraction	29
<i>a) La soustraction matérielle</i>	29
<i>b) La soustraction juridique</i>	29
<i>B - L'élément moral du vol</i>	30
2 La répression du vol	30
<i>A - Les peines encourues</i>	31
1) Les causes d'aggravation délictuelles	31
2) Les causes d'aggravation criminelles	31
<i>B - Les immunités</i>	32

Chapitre 2	L'escroquerie	33
1	Les éléments constitutifs de l'escroquerie	33
	<i>A - Les procédés de tromperie</i>	33
	1) L'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité	33
	2) L'abus d'une qualité vraie	35
	3) L'emploi de manœuvres frauduleuses	35
	a) La production d'écrits ou de pièces	36
	b) L'intervention d'un tiers	37
	c) La mise en scène	37
	<i>B - Les buts poursuivis</i>	38
	1) Persuader de l'existence de fausses entreprises	38
	2) Persuader d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire	38
	3) Persuader de la survenance d'un événement chimérique	39
	<i>C - L'objet de la remise</i>	40
	1) Des fonds, valeurs ou biens quelconques	40
	2) La fourniture d'un service	40
	3) Consentir un acte opérant obligation ou décharge	41
	<i>D - Le préjudice</i>	41
	<i>E - L'élément moral</i>	42
2	La répression de l'escroquerie	42
Chapitre 3	L'abus de confiance	45
1	Les conditions préalables	45
	<i>A - L'objet de la remise</i>	45
	1) La notion de fonds, valeurs et biens quelconques	46
	2) La nature mobilière et l'exclusion des immeubles	46
	3) La nature corporelle et incorporelle des biens	47
	<i>B - Le titre affectant la remise</i>	48
	<i>C - Le caractère précaire de la remise</i>	49
	1) Les conflits de qualification : vol ou abus de confiance ?	49
	2) Les difficultés d'analyse : remise précaire ou en pleine propriété ?	50
	a) Les salaires, honoraires ou prestations de services	50
	b) En matière de prêt de consommation	50
	c) En matière de subventions	51
	d) En matière d'acomptes	51
2	Les éléments constitutifs de l'abus de confiance	52
	<i>A - L'élément matériel</i>	52
	1) Le détournement	52
	2) Le préjudice	53
	<i>B - L'élément moral</i>	53
3	La répression de l'abus de confiance	55

Chapitre 4 Les détournements de biens	57
1 Le détournement de gage ou d'objet saisi	57
A - L'élément préalable	57
B - Les éléments constitutifs	58
1) L'élément matériel	58
2) L'élément moral	58
C - La répression	59
2 L'organisation frauduleuse d'insolvabilité	59
A - Les éléments constitutifs	59
B - La répression	60
Chapitre 5 Le recel	61
1 Les conditions préalables au recel	61
A - La nécessité d'une infraction d'origine	61
B - La chose objet du recel	62
1) Les biens corporels	62
2) L'immatériel	63
a) La question du recel d'informations	63
b) La question du recel de violation du secret de l'enquête et de l'instruction	64
2 Les éléments constitutifs du recel	65
A - L'élément matériel	65
1) Le recel détention	66
2) Le recel profit	66
B - L'élément moral	67
3 La répression du recel	68
Chapitre 6 Le blanchiment	69
1 Les éléments préalables au blanchiment	69
2 Les éléments constitutifs du blanchiment	70
A - Le blanchiment par justification mensongère	70
B - Le blanchiment par concours à une opération financière	70
3 La répression du blanchiment	71

PARTIE 2

Les atteintes à la probité

Chapitre 7	La corruption	77
1	Les éléments constitutifs de la corruption	77
	<i>A - Le comportement de l'auteur</i>	77
	1) La corruption passive	78
	2) La corruption active	78
	<i>B - Les moyens de la corruption</i>	78
	<i>C - La contrepartie espérée</i>	79
	<i>D - Le moment de la corruption</i>	80
	<i>E - L'élément moral de la corruption</i>	80
2	La répression	80
Chapitre 8	Le trafic d'influence	83
1	Les éléments constitutifs du trafic d'influence	83
	<i>A - Les éléments communs à la corruption</i>	83
	<i>B - Les éléments constitutifs propres au trafic d'influence</i>	84
	1) L'abus d'une influence	84
	2) Le but du trafic d'influence	84
2	La répression du trafic d'influence	85
Chapitre 9	La prise illégale d'intérêts	87
1	La prise illégale d'intérêts par une personne en fonction	87
	<i>A - La qualité de l'auteur</i>	88
	<i>B - L'élément matériel</i>	89
	1) L'intérêt	89
	a) <i>La nature de l'intérêt</i>	89
	b) <i>Un intérêt dans une entreprise ou une opération</i>	90
	2) L'acte d'ingérence	90
	<i>C - L'élément moral</i>	91
	<i>D - La répression</i>	91
	<i>E - L'exception : la prise légale d'intérêt</i>	92
	1) Les conditions communales	92
	2) Les opérations autorisées	92
2	Le délit de pantouflage	93
	<i>A - Les éléments constitutifs</i>	93
	1) Les personnes visées	93
	2) Les anciennes fonctions	93
	3) Les nouvelles activités temporairement prohibées	94
	<i>B - La répression</i>	94

Chapitre 10	Le favoritisme	95
1	L'élément matériel	95
	A - La qualité de l'auteur	95
	B - Le comportement de l'auteur	96
	1) L'objet de l'intervention	96
	2) Les moyens de l'intervention	96
	3) Le moment de l'intervention	97
2	L'élément moral	98
3	La répression	98

Chapitre 11	Le détournement de fonds publics	101
1	La qualité de l'auteur	101
2	Les éléments constitutifs	102
	A - L'élément matériel	103
	1) Le comportement prohibé	103
	2) L'objet du délit	103
	B - L'élément moral	104
3	La répression	104

Chapitre 12	La concussion	107
1	Les éléments constitutifs	107
	A - L'auteur de l'infraction	107
	B - L'élément matériel	108
	1) L'acte de perception ou d'exonération abusives	108
	2) L'objet de la perception ou de l'exonération abusive	109
	C - L'élément moral	109
2	La répression	109

PARTIE 3

Les atteintes à la confiance publique

Chapitre 13	Le faux en écriture	113
1	L'élément matériel du faux	113
	A - Le support du faux	113
	B - La valeur probatoire du document falsifié	114
	C - Les formes d'altération de la vérité	115
	1) Le faux matériel	115
	2) Le faux intellectuel	115
	D - Le préjudice	116

1) Les documents prouvant un droit par nature : le préjudice intrinsèque	116
2) Les documents n'ayant pas de valeur probatoire par nature : le préjudice extrinsèque	117
2 L'élément moral du faux	118
3 La répression des différents faux	119
<i>A - Le faux en écriture privée</i>	119
<i>B - Le faux commis dans un document délivré par une administration</i>	119
1) Le délit de conception ou usage	119
2) Le délit de détention de faux documents administratifs	120
3) Le délit de fourniture et d'obtention de faux documents administratifs	120
<i>C - Le faux commis dans une écriture publique ou authentique</i>	120
1) Définition des écritures publiques ou authentiques	121
2) Les peines	121
<i>D - La falsification de chèque</i>	121
1) Les éléments constitutifs de la falsification de chèque	122
2) La répression de la falsification de chèque	122
4 L'usage de faux	123
<i>A - Les conditions relatives à l'utilisateur</i>	123
<i>B - Les conditions relatives à l'usage</i>	123
<i>C - La répression</i>	124

Chapitre 14 Les faux certificats et fausses attestations 125

1 Définition de l'attestation et du certificat mensongers	125
<i>A - Un écrit</i>	125
<i>B - Une signature authentique</i>	126
<i>C - Un acte en faveur d'un tiers</i>	126
2 Les comportements prohibés	127
<i>A - L'établissement d'une attestation ou d'un certificat inexact</i>	127
<i>B - La falsification d'une attestation ou d'un certificat inexact</i>	128
<i>C - L'usage d'une attestation ou d'un certificat inexact</i>	128
3 La répression	128

PARTIE 4

Droit pénal des sociétés

Chapitre 15 Les infractions à la constitution des sociétés 133

1 Les infractions contre les détenteurs de capital	133
<i>A - Les infractions au droit de participation</i>	134

<i>B - Les infractions au droit de vote</i>	135
<i>C - Les infractions affectant le procès-verbal d'assemblée</i>	135
2 Les infractions relatives aux changements affectant le capital	136
<i>A - Les modifications du capital</i>	136
1) Les infractions affectant une modification du capital	136
<i>a) Les infractions communes à la constitution de la société et aux augmentations de capital</i>	136
<i>b) Les infractions propres aux augmentations de capital</i>	137
2) Les infractions affectant une réduction de capital	138
<i>B - Les infractions relatives aux filiales, contrôles et participations réciproques</i>	139

Chapitre 16 Les infractions comptables 143

1 Les infractions d'omission comptable	143
<i>A - Le délit d'omission d'établissement de la comptabilité</i>	144
<i>B - Le délit de défaut de présentation des comptes annuels</i>	144
<i>C - La contravention de défaut de publicité des comptes</i>	145
2 Le délit de présentation ou publication de comptes annuels infidèles	145
<i>A - L'élément matériel</i>	146
1) L'infidélité des comptes	146
<i>a) Les exigences comptables</i>	146
<i>b) Les exigences pénales</i>	146
2) L'acte de présentation ou de publication des comptes infidèles	147
<i>B - L'élément moral</i>	148
<i>C - La répression</i>	149
3 La distribution de dividendes fictifs	150
<i>A - L'élément matériel</i>	150
1) Une carence d'inventaire ou un inventaire frauduleusement établi	150
2) Une distribution	151
3) La fictivité des dividendes	151
<i>B - L'élément moral</i>	152
<i>C - Les sanctions</i>	152

Chapitre 17 L'abus de biens sociaux 155

1 Le domaine de l'abus de biens sociaux	155
<i>A - Les sociétés</i>	156
1) Les sociétés incluses dans le champ légal	156
2) Les exclusions	156
<i>B - Les dirigeants auteurs d'abus de biens sociaux</i>	157
1) Les dirigeants de droit	157
2) Les dirigeants de fait	157

2 L'élément matériel	158
A - Les biens, le crédit, les pouvoirs ou les voix	158
B - Un usage contraire à l'intérêt social	159
1) L'usage	159
2) Le caractère contraire à l'intérêt social	160
a) Les comportements caractérisant un abus de biens sociaux	160
b) La justification exceptionnelle par l'intérêt de groupe	162
3 L'élément moral	162
4 Les sanctions	163

Chapitre 18 Les infractions à la dissolution des sociétés

1 Le délit de violation des incapacités	166
2 Les omissions d'actes de liquidation	166
A - Les obligations du liquidateur	166
B - Les sanctions des omissions	167
3 Les délits d'abus commis par le liquidateur	167
4 La contravention de défaut de publicité	168

PARTIE 5

Le droit des entreprises en difficulté

Chapitre 19 La banqueroute

1 Le domaine de la banqueroute	171
A - La condition personnelle	172
B - La condition matérielle	172
1) L'ouverture d'une procédure collective	172
2) L'état de cessation des paiements	173
2 Les éléments constitutifs de la banqueroute	174
A - L'élément matériel	175
1) L'achat pour revente au-dessous du cours et l'emploi de moyens ruineux	175
a) L'achat pour revente au-dessous du cours	175
b) L'emploi de moyens ruineux	175
2) Le détournement et la dissimulation d'actifs	177
a) Les comportements prohibés	177
b) La nécessité d'un acte positif	178
c) L'absence de justification par l'intérêt de groupe	178
3) L'augmentation frauduleuse du passif	178
4) La banqueroute par moyens comptables	179
a) La comptabilité fictive, disparue ou absente	179
b) La comptabilité manifestement incomplète	179

<i>B - L'élément moral</i>	180
3 La répression de la banqueroute	180
Chapitre 20 Les autres infractions en procédures collectives	183
<hr/>	
1 Les infractions commises par les particuliers	183
<i>A - Les infractions commises par le débiteur lui-même</i>	183
1) L'interdiction de toute cession, actes de disposition et de tout paiement	183
2) La prohibition de l'organisation frauduleuse d'insolvabilité	184
<i>a) L'incrimination</i>	184
<i>b) La sanction</i>	185
3) La violation des incapacités et déchéances	185
<i>B - Les infractions commises par des complices</i>	185
<i>C - Les infractions commises par les créanciers</i>	186
1) Contrats interdits et réception d'un paiement irrégulier	186
2) La production de créances supposées	186
3) Les conventions accordant des avantages particuliers	186
2 Les infractions commises par les auxiliaires de justice	186
<i>A - Les malversations</i>	187
1) La condition préalable liée à la qualité de l'auteur	187
2) L'élément matériel	187
3) L'élément moral	188
4) La répression	188
<i>B - L'acquisition ou l'usage illicite des biens du débiteur</i>	188
1) La condition préalable liée à la qualité de l'auteur	188
2) Le comportement prohibé	189
3) L'élément moral	189
4) La répression	189

PARTIE 6

Droit pénal de la consommation

Chapitre 21 Les pratiques commerciales trompeuses	193
<hr/>	
1 Les éléments constitutifs des pratiques commerciales trompeuses	193
<i>A - La matérialité des pratiques commerciales trompeuses</i>	193
1) La détermination des pratiques commerciales trompeuses par leurs circonstances	194

2) Les pratiques commerciales trompeuses par des moyens de communication	195
a) <i>Les supports de communication</i>	196
b) <i>Les informations substantielles contenues dans la communication</i>	196
3) Les pratiques commerciales réputées trompeuses	196
B - <i>L'élément moral</i>	197
2 La répression	197

Chapitre 22 Les pratiques commerciales interdites 199

1 L'abus de faiblesse	200
A - <i>L'élément matériel</i>	200
1) La vulnérabilité de la victime	200
2) L'acte d'abus	201
B - <i>L'élément moral</i>	202
C - <i>Les sanctions pénales</i>	202
2 Le refus de vente	202
A - <i>Les éléments constitutifs</i>	203
B - <i>La répression</i>	203
3 La vente forcée	203
4 Vente à la boule de neige	204

Chapitre 23 Les tromperies et falsifications 205

1 Les tromperies	205
A - <i>La détermination de l'infraction de tromperie</i>	206
1) Le champ d'application du délit de tromperie	206
a) <i>Les conditions personnelles</i>	206
b) <i>Le cadre contractuel</i>	206
2) Les éléments constitutifs du délit de tromperie	207
a) <i>L'élément matériel</i>	207
b) <i>L'élément moral</i>	210
B - <i>Les sanctions</i>	211
2 Les falsifications	211
A - <i>L'élément matériel</i>	211
1) L'objet des falsifications	212
2) L'acte de falsification	212
B - <i>L'élément moral</i>	213
C - <i>Les sanctions</i>	214

PARTIE 7

Les infractions bancaires

Chapitre 24	Les infractions en matière de crédit	217
1	Les infractions en matière de crédit mobilier	217
	<i>A - Les comportements prohibés</i>	217
	<i>B - La répression</i>	218
2	Les infractions en matière de crédit immobilier	218
	<i>A - Les infractions en matière de publicité</i>	218
	1) Mentions obligatoires dans la publicité	219
	2) Publicité entraînant confusion	219
	3) Publicités en matière de location-vente et location assortie d'une promesse	219
	<i>B - Les infractions relatives au contrat</i>	219
	1) Les exigences contractuelles pénalement sanctionnées	219
	<i>a) Les qualités nécessaires de l'offre</i>	220
	<i>b) Les mentions obligatoires</i>	220
	<i>c) Dispositions relatives aux locations-ventes et locations assorties d'une promesse de vente</i>	221
	<i>d) Dispositions en matière d'assurances</i>	221
	2) Infractions relatives au respect des délais	221
	<i>C - Les infractions relatives aux mouvements d'argent</i>	222
	1) La perception illicite de sommes	222
	2) Le refus illégal de restitution	222
3	Les infractions relatives au taux d'intérêt	222
	<i>A - Taux effectif global</i>	222
	<i>B - L'usure</i>	223
Chapitre 25	Les infractions liées au démarchage et aux contrats financiers conclus à distance	225
1	Les infractions de démarchage	225
	<i>A - La définition du démarchage</i>	225
	<i>B - Les règles de bonne conduite imposées</i>	226
	1) Le droit à l'information du consommateur	226
	2) Le droit de rétractation	227
	3) Le délai de réflexion	227
	<i>C - Les infractions pénales</i>	227
	1) Les délits	227
	<i>a) Les délits de l'article L. 353-1 du Code monétaire et financier</i>	227
	<i>b) Délits de l'article L. 353-2 du Code monétaire et financier</i>	228
	2) La contravention	229

2 Les infractions relatives aux contrats conclus à distance	229
A - Champ d'application du contrat	229
B - Contenu du contrat	230
1) Information du consommateur	230
a) Dispositions législatives imposant l'information du consommateur	230
b) Dispositions réglementaires imposant l'information du consommateur	230
2) Droit de rétractation	231
a) Durée	231
b) Computation du délai	232
c) Sort du contrat pendant le délai et des sommes perçues	232
d) Exceptions	232
C - La répression	232

PARTIE 8

Droit pénal fiscal et financier

Chapitre 26 La fraude fiscale 237

1 Les éléments constitutifs de la fraude fiscale	237
A - L'élément matériel	237
B - L'élément moral	239
2 La répression de la fraude fiscale	239

Chapitre 27 Le délit d'initié 241

1 Les éléments constitutifs du délit d'initié	241
A - Une information privilégiée	242
B - Les initiés	243
C - Les comportements incriminés	244
1) Le délit d'utilisation d'informations privilégiées	244
2) Le délit de recommandation, d'incitation et d'usage	244
3) Le délit de communication d'informations privilégiées	244
D - L'élément moral	245
2 La répression	245

Chapitre 28 Les infractions au financement électoral 247

1 Les atteintes à la transparence financière de la vie politique	247
A - Les personnes astreintes à l'obligation de transparence	248
B - Les comportements prohibés	248
1) La dissimulation de patrimoine	248
2) Le manquement aux obligations de déclaration	249

2	Infractions au financement des campagnes électorales	249
	<i>A - Les violations des règles de financement commises par les candidats</i>	249
	<i>B - Les infractions commises par les donateurs et les bénéficiaires</i>	251
3	La violation des interdictions d'emplois familiaux	251
	<i>A - Les personnes concernées par les interdictions d'emplois familiaux</i>	252
	<i>B - Les éléments constitutifs</i>	252
	<i>C - La répression</i>	253
	Index	255

Liste des principales abréviations

AJ pénal	Actualité juridique pénale
AJCT	Actualité juridique collectivités territoriales
AJDA	Actualité juridique droit administratif
AMF	Autorité des marchés financiers
BALO	Bulletin d'annonces légales obligatoires
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation
Bull. crim. ass. plén.	Bulletin des arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation – Assemblée plénière
C. civ.	Code civil
C. com.	Code de commerce
C. consom.	Code de la consommation
C. for.	Code forestier
C. mon. fin.	Code monétaire et financier
C. pén.	Code pénal
CA	Cour d'appel
CAPA	Certificat d'aptitude à la profession d'avocat
CARPA	Caisse des règlements pécuniaires des avocats
Cass. ass. plén.	Assemblée plénière de la Cour de cassation
Cass. crim.	Chambre criminelle de la Cour de cassation
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CCSF	Comité consultatif du secteur financier
CDE	Cahiers de droit de l'entreprise
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
Chron.	Chronique
Comm.	Commentaires
Comm. com. électr.	Communication – Commerce électronique
Cons.	Considérant
Contrats, conc. consom.	Contrats, concurrence, consommation
CPP	Code de procédure pénale
D.	Recueil Dalloz Sirey
DAB	Distributeur automatique de billets
Dir.	Directive européenne
DP	Dalloz périodique
Dr. pén.	Droit pénal
Dr. sociétés	Droit des sociétés
EIRL	Entrepreneur individuel à responsabilité limitée
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
GIE	Groupement d'intérêt économique
IR	Informations rapides (Recueil Dalloz)
ITT	Incapacité totale de travail
JCI. Commercial	JurisClasseur Commercial
JCI. Lois pénales spéciales	JurisClasseur Lois pénales spéciales
JCI. Pénal Code	JurisClasseur Pénal Code